ACTION COMMUNISTE

~ publication en Belgique du Groupe Communiste Internationaliste ~

DICTATURE DU PROLETARIAT POUR L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE !

Prolétaires belges et immigrés: une seule classe ouvrière !

N°9 MAI 1983	correspondance: B. P. 54 Bruxelles 31 1060 Bruxelles	20 FB 3 FF 2 FS

Prolétaires "belges" et "immigrés" : UNE SEULE CLASSE OUVRIERE

Dans le monde entier , la bourgeoisie cherche à se débarraseer des millions de prolétaires qu'elle exclut de la production. Dans chaque pays, elle licencie massivement, le chômage croît rapidement partout. Se pose alors le problème de détruire cette surproduction de forces de travail. Choisissant parmi les prolétaires ceux "qui ont le moins à perdre quand il n'y a plus rien à gagner", la bourgeoisie a pris pour cible les "immigrés". De leur expulsion à leur concentration dans des camps de "réfugiés" , elle prépare ainsi leur élimination.

Pour soutenir idéologiquement cette nécessité du capital, tous les bourgeois ressortent leur vieille arme du racisme.

La bourgeoisie n'a pas inventé le racisme, il est produit de la division de la société en classes. Le capitalisme n'a fait que le généraliser, l'imposer systématiquement dans tous les rapports entre citoyens, entre prolétaires atomisés concurrents.

En imposant sa dictature au monde entier, le capital à brutalement arraché les hommes de leurs attaches, les a violemment contraints de tout abandonner pour ne devenir que prolétaires qui ne possèdent plus que leur force de travail et qui ne peuvent la vendre que si elle accroît le capital. Obligés de se concentrer là où les capitaux se sont concentrés, les prolétaires ont connu de pultiples vagues de migration. Quand ce n'était pas la faim qui les obligeait à parcourir des milliers de kilomètres pour trouver du travail, ce sont les bourgeois qui, fusils braqués, les ont obligés à venir chercher ce travail. Les différents besoins de la production capitaliste ont ainsi créé différentes catégories de prolétaires. Exploitant cette division en catégories, surtout quand elles sont marquées de l'une ou l'autre vague d'immigration, la bourgeoisie a pu ainsi développer l'idéologie raciste du plus profond de son histoire pour en faire une force matérielle contre l'unification de tous les prolétaires, de classe exploitée en classe révolutionnaire.

Mais, le pire produit du racisme, c'est l'anti-racisme.

L'ANTI-RACISME NE FAIT QUE DEVELOPPER LE RACISME

Hier, tant que, enchaîné à la production, il crachait de la valeur, valorisait le capital, tant qu'il ne sortait pas des quartiers pourris où il était parqué, ... le prolétaire "immigré" était le bien

venu. Mais aujourd'hui, c'est la crise, il y a trop de prolétaires, le chômage revient trop cher, ... et alors qu'elle systématise les expulsions des prolétaires "immigrés" clandestins ou sans travail, la bourgeoisie se découvre un "problème d'immigration" !

Face au danger de révolte non seulement des prolétaires "immigrés" mais de tout le prolétariat, des campagnes dites anti-racistes se développent.

Il est frappant d'entendre que c'est au nom du même Droit que racistes et anti-racistes développent leurs campagnes. Des socialistes aux fascistes, des libéraux aux staliniens, ... il est frappant de constater que tous invoquent le "dépassement du seuil de tolérance", la "nécessité de restaurer un climat de sécurité", ... pour justifier les mêmes mesures: bouclage des frontières, refoulement des nouveaux arrivages, expulsions, interdiction des inscriptions, ... bref le rejet hors des frontières de ces prolétaires indésirables. Il est frappant de voir que ratonnades et campagnes de "régularisation des sans-papier" aboutissent au même résultat: la répression en plus en plus dure des prolétaires.

Des slogans "Belge maître chez toi", "immigrés" dehors, ... à la revendication des "droits pour les immigrés", nous ne voyons donc fondamentalement pas de désaccord. Mais nous attaquerons ici principalement ceux qui se disent anti-racistes, car si le caractère anti-prolétarien des premiers est flagrant, celui des seconds l'est moins pour bon nombre de prolétaires et c'est cela qui est dangereux pour le prolétariat, de ne pas voir que c'est sous couvert d'anti-racisme que la bourgeoisie compte faire règner le pire racisme pour éviter toute solidarisation des prolétaires "belges" et "immigrés".

Premièrement, en se situant par rapport aux catégories de "belges" ou d'"immigrés", les anti-racistes ne se situent pas d'un point de vue de classe mais d'après une identité de "nation". Pour les communistes, le prolétariat n'a pas de nationalité. Sa seule identité, c'est sa condition de classe exploitée, d'esclave du travail salarié, sa seule identité c'est son identité d'intérêt partout dans le monde: la destruction de son exploitation, l'abolition du travail salarié.

Deuxièmement, en revendiquant les "droits égaux pour tous", les anti-racistes ne font qu'un peu plus soumettre les prolétaires aux "lois du peuple belge" qui ne font que règlementer, comme partout ailleurs, les rapports entre vendeurs et acheteurs de marchandises, qui ne font donc que soumettre les prolétaires à la nécessité pour le capital de se débarrasser des marchandises forces de travail excédentaires aux besoins de sa valorisation ! Revendiquer les "droits égaux pour tous" c'est soumettre les prolétaires à la répression légale de l'Etat, à toutes les mesures anti-ouvrières, ... qui sont très démocratiquement décidées par les gouvernements élus devant la nation !

La situation du prolétaire "belge" est-elle tellement privilégiée ? N'a-t-il pas le droit de connaître les baisses de salaires, les accélérations des cadences, de se faire licencier d'abord, exclure du chômage ensuite, ... ? Et, si lors de manifestations, il casse, déborde le service d'ordre syndical, s'affronte aux gendarmes, n'a-t-il pas le droit d'être jeté en prison ? Les droits "privilèges"! Les bourgeois nous les jettent sous le nez comme une carotte pour nous faire avancer dans le sens de leurs intérêts, pour empêcher que notre révolte spontanée deviennent une force organisée contre tous les sacrifices, dans l'intérêt général de toute la classe ouvrière.

En revendiquant des "droits égaux pour les immigrés", les fronts anti-racistes, belgo-immigré et consorts, ne font en fait que renforcer la discrimination que la bourgeoisie instaure entre tous les prolétaires: entre ceux qui peuvent encore profiter au capital et ceux qui ne sont plus rentables pour le capital !

Pour les "immigrés" qui obtiendront des droits, ce sera la nécessité de prouver à tout moment qu'ils acceptent de participer à l'effort national pour sauver l'économie, qu'ils acceptent sans bouger toutes les restrictions et en plus, les vexations racistes et le fait qu'au demain ils seront quand même licenciés. Pour les clandestins, ce sera le chantage du renvoi "au pays", l'obligation de se cacher, d'accepter des salaires de misère ou de se faire jeter. Pour le prolétaire "immigré" déjà traqué par toutes les polices du monde, licencié d'abord, expulsé ensuite, ce sera la répression encore plus forte, encore plus légitime puisqu'elle sera légale et donc juste !

N'oublions pas l'exemple qui vient de se dérouler sous nos yeux en France où, sous couvert de régularisation des sans papiers, 45 mille prolétaires illégaux, ont été expulsés en parfaite concordance a ec la loi sur le "droit des immigrés" !

Voilà les perspectives que nous proposent les anti-racistes. Se plier aux besoins du capital ou crever. C'est ne pas voir que se plier aux exigences du capital c'est crever !

La lutte des prolétaires n'a rien à voir avec l'obtention du droit de se faire exploiter et réprimer légalement. Les droits ne sont que la légitimation de la démocratique terreur bourgeoise !

Ne nous laissons pas tromper par leurs discours sur la "solidarité" entre "belges" et "immigrés", par leurs flaterries des bons "immigrés" "qui sont exploités comme nous, qui connaissent la même misère, qui paient des impôts" et "qui ont contribué à la richesse de la Belgique" (P.T.B.). Cette solidarité là, c'est la paix sociale, c'est le renforcement pour tous les prolétaires de la soumission individuelle au capital.

En revendiquant des "droits égaux pour les immigrés", le front belgo-immigré ne fait que préparer la dénonciation, l'isolement des ouvriers combatifs qui, pour se défendre contre les expulsions, les ratonnades, les flicages, ... utilisent l'action directe contre toutes les forces de l'ordre, les fascistes, syndicats, ... s'organisent contre toutes les attaques anti-ouvrières, sans avoir à se justifier comme étant un bon citoyen et démontrant que seule la lutte sur le terrain de la guerre de classe contre toute la légalité bourgeoise représente l'intérêt de tous les prolétaires, ayant-droit et clandestins, "belges" et "immigrés", ...

LA LUTTE : ACTION DIRECTE CONTRE LES PERSECUTIONS

Ce renforcement de la terreur d'Etat, de la répression légale et illégale, provoque la grogne, le mécontentement et la révolte de bon nombre de prolétaires. Et c'est précisément cette révolte, ces luttes que les racistes et anti-racistes tentent d'étouffer.

Une fois que le "bon sauvage" fait mine de se rebiffer, il s'agit pour ces cons-citoyens d'en faire de bons civilisés, de bons immigrés

bien intégrés ! Et c'est très civiquement que les flics contrôlent et emmènent ceux qui ne sont pas en règle alors que ceux qui ont leurs papiers n'ont qu'à la boucler. C'est très civiquement que les propriétaires des taudis, des H.L.M. louent leurs taules pourries et dangereuses. C'est très civiquement qu'il faut bosser un maximum pour un minimum de salaire ! Qu'est-ce que la lutte contre les persécutions racistes a de commun avec ces civilités ? Rien, au contraire.

Rappelons brièvement quelques exemple de luttes qui remettent en mémoire, contre l'oubli organisé par les démocrates et autres défensuurs de l'Etat bourgeois, les formes et le contenu qu'ont pris la riposte des prolétaires aux campagnes racistes et anti-racistes: les émeutes à Miami et à Washington en 82, déclenchées après l'assassinat d'un prolétaire noir par les flics; les révoltes et batailles de rue entre prolétaires et les forces de l'ordre pendant plusieurs jours et nuits dans les quartiers ouvriers de Londres, de Liverpool, de Manchester; etc. en 81, suite aux contrôles et aux arrestations de dizaines de prolétaires clandestins et attaques d'une manifestation de fascistes; les affrontements avec les CRS contre les expulsions et les ratonnades dans les quartiers des minguettes à Lyon, dans les HLM de Marseilles et la longue grève des loyers dans les cases-taudis de la Sonacotra.

C'est au travers de ces débordements de tout cadre légal, flambées de révolte, destructions de "biens publics et privés", sabotages des cadences et de la productivité, pillages, sacages de commissariats, manifestations violentes, grèves sauvages, ... en occupant la rue, en règlant directement et aux yeux de tous, son compte à la misère et à ses défenseurs, que se réveillent et se constituent nos forces pour vaincre l'isolement et forger la solidarité, l'unité de classe.

Sur le chemin qui mène à la constitution d'une force qui puisse riposter aux attaques racistes de la bourgeoisie, se trouvent non seulement les flics et les fascistes, mais aussi les démocrates "anti-racistes", les curés et autres gauchistes humanitaires et progressistes. Les éternels défenseurs de la veuve et de l'orphelin souhaitent que l'Etat dont ils sont les citoyens civilisés, se conforme à son rôle idéal de justicier social, d'arbitre entre les méchants racistes de droite et les bons anti-racistes de gauche. Derrière leurs appels à respecter la démocratie, à faire respecter la légalité et les "droits des immigrés", ils n'organisent pas seulement le découragement dans des manifestations promenades, des fêtes folkloriques et des grèves de la faim qui puent la paix sociale, mais surtout, ils désignent comme cible de la répression tous les fauteurs de troubles, les "provocateurs", tous ceux qui ne rentrent pas dans les critères de "l'immigré honnête qui paie ses impôts et qui travaille". Dès que les prolétaires défendent leurs intérêts, adoptent le terrain de la lutte de classe et délaissent toute forme de pression sur les élus, les représentants du peuple, ces forces pregressistes, n'hésitent pas à faire appel aux gendarmes, aux lois pour réprimer les luttes et sauver la démocratie. En France, la CGT et toutes les forces socialistes ont dernièrement licencié les grévistes de Citroën qui avaient cassé la gueule aux jaunes, les ministres socialistes n'ont pas hésité à alimenter les campagnes racistes en affirmant que des "immigrés intégristes musulmans sabotaient l'industrie automobile française par leurs grèves" ! Il y a deux ans, c'est à l'aide de buldozers que le P "C" F délogeait de Vitry des prolétaires "immigrés" et les expulsait du territoire communal.

Aucune frontière ne transforme la nature des syndicats, des partis socialistes et des gauchistes anti-racistes. Ici en Belgique, ces forces bourgeoises font et refont tout pour isoler et saboter les luttes des prolétaires"immigrés" ... et ils recevront dans cette tâche

le soutien des associations patriotiques d'Algérie, de Turquie, du Maroc, ... Rappellons que le P."C", le P.S. et la C.D.T. ont, en se désolidarisant des violences de classe des manifestations ouvrières de Casablanca en juin 1981, soutenu l'écrasement et la répression sanglante qui a laissé plus de mille prolétaires assassinés dans les rues de la ville. Hier et aujourd'hui, ces forces bourgeoises n'ont cessé et ne cessent de soumettre les prolétaires aux lois et aux droits, de les isoler et des les pacifier. Leurs objectifs sont complémentaires des flics et des fascistes qui sèment la terreur dans les quartiers à forte concentration de prolétaires "immigrés".

Ce ne sont ni les grèves de la faim, ni les pétitions aux parlementaires ni toutes les formes de pression exercées pour influencer l'opinion publique qui sont capables de mettre fin aux persécutions de l'Etat, aux refoulements. La lutte que nous défendons comme étant la seule qui répondent aux intérêts des prolétaires "immigrés" et donc de tous les prolétaires, n'a pas pour base de revendiquer de l'Etat qu'il règle les problèmes de l'immigration. Cela ne revient qu'à tenter de remédier aux méfaits du capital, à améliorer le capital en essayant de lui enlever les mauvais côtés. En définitive, cela ne conduit qu'à accentuer l'exploitation et la répression qui s'abat sur les prolétaires.

Ainsi les gauchistes qui prétendent que l'arrêt de l'immigration inciterait les prolétaires à lutter dans "leur pays" contre "leur gouvernement" masquent que le prolétaire n'est chez lui nulle part; "son gouvernement" n'est que le représentant du capitalisme mondial et chaque fois que les luttes sociales déstabilisent "son pays", celui-ci fait appel aux gendarmes internationaux, des para-commandos belges, français, aux marines U.S. et troupes de choc de l'armée rouge.

Au contraire, notre lutte n'a rien à voir avec le fait de revendiquer un "statut des étrangers" qui améliorerait prétendûment notre sort. Elle s'oppose aux lois qui toutes contraignent les prolétaires immigrés, régissent l'immigration, règlementent au gré des intérêts du capital la circulation des marchandises forces de travail. Pour l'Etat qui nous a envoyés ici, nous en représentons pas autre chose que les devises fortes que nous lui rapportons; pour l'Etat qui nous accueille (!), nous ne sommes bons qu'à produire de la survaleur dans ses usines et à lui payer des impôts ... Ici ou là-bas, nous devons lutter pour survivre, ici ou là-bas, nous sommes des superflus, des étrangers des parias dont le capital cherche à se débarrasser. L'unique perspective que nous laisse le capital c'est celle de se faire jeter sur le pavé, de crever dans des camps.

LUTTONS CONTRE TOUS LES LICENCIEMENTS QUI, POUR LES PROLETAIRES "IMMIGRES" SIGNIFIENT RAPIDEMENT L'EXPULSION. REFUSONS TOUTE ATTAQUE, TOUTE REPRESSION DE PROLETAIRES QUELLE QUE SOIT LA COULEUR DE LEUR CARTE D'IDENTITE OU DE PEAU.

C'est en luttant ici et maintenant contre toutes les mesures d'austérité et contre les attaques qui s'adressent particulièrement aux prolétaires "immigrés" --refoulements, expulsions, persécutions-- que nous organisons la solidarite internationaliste de classe.

- -

Plan Gandois

FERMER SA GUEULE C'EST EN PRENDRE PLEIN LES DENTS.

Aujourd'hui, le Xème plan de restructuration de la sidérurgie démontre une nouvelle fois que tout "sauvetage d'entreprise", tout "redressement de l'économie", ... ne peut se faire qu'au détriment des prolétaires, qu'il n'y a pas de conciliation possible entre les besoins de valorisation du capital et les intérêts des producteurs qüy sont asservis: les prolétaires; il y a antagonisme de classe.

Syndicats en tête, toute la bourgeoisie veut évidemment nous faire croire le contraire. Elle veut intéresser les prolétaires à la gestion des entreprises, lier leur sort à la santé de l'économie pour que, finalement, ils acceptent de travailler plus dur, de voir leurs salaires de plus en plus réduits, de se faire licencier, ... au moins comme des mesures temporaires pour préparer des lendemains meilleurs !

Mais nous savons ce qu'ont historiquement signifié ces promesses, par quoi la bourgeoisie a chaque fois conclu ses crises: toujours plus d'exploitation et le massacre systématique de millions de prolétaires.

Syndicats en tête, tous les bourgeois attribuent les causes de la situation catastrophique de la sidérurgie à une mauvaise gestion; ce qui leur permet de saluer le nouveau plan Gandois comme un mal nécessaire. Mais pour éviter toute riposte de classe contre les milliers de licenciements appelés pudiquement pertes d'emploi, ils vont négocier le volet social !

En bons gestionnaires du capital, les syndicats disent déjà: oui, mais, ... à condition que tel investissement, ... Les syndicats ne disent pas non au "volet social". Ce qu'ils font, c'est crier à l'inégalité des sacrifices entre les sidérurgistes "wallons" et "flamands" pour opposer les prolétaires les uns aux autres; ce qu'ils proposent, c'est le pré-chômage à 53 ans, 8 heures de salaire en moins par semaine pour faire passer les sacrifices comme équitables ... et c'est cela qu'ils appellent la solidarité ! Leur but, c'est disperser les forces ouvrières et désamorcer toute généralisation de la lutte.

Notre but, c'est tout le contraire. La solidarité de classe, c'est refuser toute répartition des sacrifices, c'est déclencher la lutte contre toute attaque des salaires qu'elle soit sous forme de licenciement, de pré-pension ou de "réduction du temps de travail", et c'est entraîner tous les prolétaires unis dans la lutte contre toutes ces racailles bourgeoises.

° ° °

Il y a un an, les ouvriers de la sidérurgie ont pris l'initiative des grèves et affrontements contre toutes les mesures d'austérité.

Mais il y a un an aussi, le sabotage opéré par les syndicats est venu à bout de leur combativité et c'est dispersés, tête basse, que les prolétaires sont retournés au travail.

Sous prétexte de ne pas aggraver la situation, les syndicats prêchaient la modération, désorganisaient les grèves, empêchaient le sabotage de la production, condamnaient les affrontements; sous prétexte que les situations étaient différentes, ils enterraient la lutte secteur par secteur, bassin par bassin.

Quel en est le résultat ? Non seulement les trains de mesures sont passés mais maintenant ils vont trois fois plus vite et sont trois plus longs.

Quel conclusion faut-il en tirer ? Que la lutte ne sert à rien ? Non, surtout pas. Mais que la lutte n'a pas été assez dure, assez forte pour faire peur à la bourgeoisie. La capacité des syndicats à reprendre la lutte en mains et à la disloquer a redonné confiance à la bourgeoisie et aujourd'hui, fière d'avoir rendu plus concurrentielle son économie, félicitée par ses confrères du monde entier pour sa fermeté, elle repart à l'attaque.

Céder c'est laisser l'initiative à la bourgeoisie.
Fermer sa gueule c'est en prendre plein les dents.

Il ne faut pas tirer la conclusion qu'en tirent les syndicats selon laquelle la grève ne serait plus un bon moyen d'action. Ce qu'il faut abandonner, ce n'est pas la lutte, ce sont les syndicats, leurs méthodes de non-lutte, de sabotage de la lutte !

Si pendant les grèves il y eut des tentatives de rupture avec toute la merde syndicale, elles ont été tout à fait insuffisantes. Il ne suffit pas de huer ou même de bousculer les délégués syndicaux, de déborder leurs services d'ordre quand vraiment leurs actions sont trop bidons. Il ne suffit pas de rejeter tel ou tel mot d'ordre des syndicats. Non, il faut rompre une fois pour toutes avec leur pratique, leurs appareils, leurs mensonges, ... leur rôle de flics du patronat qui font d'eux non pas un organe de la lutte prolétarienne, mais un organe de l'Etat bourgeois. La seule chose qu'organisent les syndicats, c'est notre défaite. Quand la lutte se déclenche (bien malgré eux!), ils sont toujours là pour saisir et exploiter nos faiblesses, nos manques d'organisation, de préparation, d'unification, ... pour nous conduire à l'échec.

o o o

C'est en dehors et contre les syndicats qu'il faut organiser la lutte. C'est en dehors et contre eux qu'il faut recréer de nouvelles associations ouvrières qui assument toutes les tâches de préparation, d'organisation, de centralisation, de direction des luttes :

1° tirer le bilan des grèves passées pour ne pas reproduire les mêmes erreurs
2° préparer un plan d'ensemble, étudier les meilleurs objectifs, connaître notre ennemi pour mieux le combattre
3° se réapproprier les méthodes de classe: grève sans préavis ni limitation, sabotage de la production, destruction des stocks de marchandises, armement des piquets de grève, élargissement de la lutte, unification des actions, des mots d'ordre, solidarisation active contre la répression, ...

Aujourd'hui plus que jamais, la mise en pratique de ces tâches est indispensable.

Aujourd'hui plus que jamais, organisons-nous en dehors et contre les syndicats.

Aujourd'hui plus que jamais, organisons-nous en force autonome

CONTRE	POUR
les divisions entre sidérurgistes, communaux, "wallons", "flamands", etc.	l'unité de tous les prolétaires en lutte
la solidarité avec l'entreprise, la région, ...	la désolidarisation d'avec toute l'économie
la répartition des sacrifices	le refus de tout sacrifice
les manifestations / enterrements, ...	l'organisation de l'action directe
le respect du travail	la grève de classe

° ° °

Lisez aussi nos articles : "La leçon des grèves de février-mars 1982 : Une fois de plus ... les syndicats sabotent la lutte" dans Action Communiste n°6 et "La lente et difficile reprise des luttes ouvrières en Belgique" dans Action Communiste n°8.

PERLE DE LA BOURGEOISIE

" On ne peut tout de même pas appeler toutes les cinq minutes les travailleurs à faire grève, sinon on arrive tout droit à une situation révolutionnaire "

Discours de Van den Broucke, secrétaire général de la FGTB (extrait de Knack - 19/1/83).

LE P.T.B. A L'AVANT-GARDE DE LA REPRESSION ANTI-OUVRIERE !

Dans notre revue centrale (1), nous avons déjà parlé de la campagne lancée par "Solidaire", organe du "Parti du Travail de Belgique" (ex-TPO-Amada), campagne virulente d'attaques et de dénonciations contre les "groupes anti-syndicaux" qualifiés de "provocateurs", d'agents conscients ou non des flics"... Avec photos, enquêtes et intimidations à l'appui, les militants de ce groupe assument de plus en plus une partie de la vague répressive qui s'abat et s'abattra sur tous les groupes et individus essayant de briser le carcan syndical, le carcan de la paix sociale, le carcan du capital. Si aujourd'hui c'est notre organisation qui est visée, nos camarades traîtés de "flics", de "provocateurs",... demain se sera n'importe quel ouvrier combatif qui sera le "flic" ou "fasciste"... simplement parce qu'il combattra toutes les barrières du capital même celles s'auto-proclamant "révolutionnaires", "marxistes".

L'acharnement de l'ex-Amada (2) contre les mots d'ordre classistes mis en avant par notre groupe : "A bas la paix sociale", "Organisons-nous en-dehors et contre les syndicats", "Syndicats = flics du patronat", "A bas le travail, vive le communisme", "Aucun sacrifice", "Contre tous les licenciements"... ne fait qu'exprimer violemment la peur de la bourgeoisie devant les mouvements "incontrôlés", les débordements, les affrontements... devenant de plus en plus les signes visibles de la désaffection généralisée des syndicats, de leur incapacité croissante à encadrer les prolétaires en lutte. La généralisation des affrontements en fin de manifestations contre tant les flics que les services d'ordre syndicaux, la reprise de mots d'ordre et méthodes classistes, la volonté d'en découdre... sont les premières fumées d'un feu qui couve et qui peut, à tout moment embraser tout l'édifice social.

Et, si cette volonté de plus en plus marquée de prolétaires de s'attaquer à l'Etat et à ses défenseurs, quels que soient leurs uniformes, est encore aujourd'hui extrêmement faible, désorganisée, sans continuité, sans direction...; ce n'est certainement pas en se désolidarisant de ce début de riposte ouvrière (et des premières victimes prolétariennes de celle-ci; cf. les emprisonnés des manifs du 16/3/82 et du 26/2/83) que nous agissons pour rendre cette riposte plus forte, plus organisée, plus efficace. Au contraire, c'est en agissant au sein de cette avant-garde, en y développant tant l'organisation en dehors et contre toutes les structures bourgeoises que le contenu politique anti-capitaliste et classiste, que nous pourrons la rendre plus percutante, plus tranchante.

(1) Cf. Le Communiste n° 16, organe central en français du G.C.I. : "De la F.E.B. (fédération des entreprises de Belgique)... au P.T.B. (maoïste), de l'extrême droite à l'extrême gauche : tous unis pour nous envoyer bosser !".

Aujourd'hui donc se joue l'amorce de la répression anti-ouvrière --la terreur préventive-- et ce à la fois dans les campagnes du P.T.B et de l'ensemble de la presse bourgeoise contre les "provocateurs autonomes" et les "groupes anti-syndicaux" et dans la répression directe des camarades s'affrontant aux flics du syndicat comme à ceux du gouvernement.

C'est dans ce type de question pratique que vont se démarquer les forces authentiquement communistes des groupes ayant certes un langage radical mais surtout, une pratique sectaire et indifférentiste (3). Il est vital de nous organiser le plus largement possible afin de répondre coup pour coup à cette répression, afin d'assurer à tous les militants ouvriers --de quelque tendance qu'ils soient-- un rapport de force tel que les tâches élémentaires de propagande, d'agitation, d'organisation... classistes puissent s'effectuer avec un minimum de sécurité, afin que nos camarades emprisonnés puissent compter sur notre solidarité active. Ces tâches ne sont pas l'apanage de l'un ou l'autre groupe, ce sont des nécessités pour la lutte de notre classe. En ce sens, si nous les assumons à notre niveau et avec nos faibles forces, nous considérons néanmoins comme un devoir de classe, pour tout communiste de tendre à tisser avec tous les prolétaires en lutte ce type de rapport, ce type d'organisation de la solidarité élémentaire.

Tel est le vrai anti-sectarisme qui, face à l'ennemi, tend à faire front, non pas sur base de concessions programmatiques mais sur base des exigences mêmes de la lutte.

ORGANISONS - NOUS POUR REPONDRE COUP POUR COUP
A LA REPRESSION ANTI - OUVRIERE !

SOLIDARITE ACTIVE !

* * *

(2) L'on se souviendra qu'il y a quelques années, AMADA s'était fait une certaine popularité au sein des ouvriers en lutte, grâce à sa "tactique anti-syndicale" et à son soutien aux grèves de classe, dites sauvages, des mineurs du Limbourg et des dockers d'Anvers. Cette "tactique" recoupant formellement des méthodes de classe -- l'organisation autonome, l'action directe, la réponse coup pour coup à la répression bourgeoise-- avait donc séduit certains ouvriers combatifs et fourni à AMADA une image "radicale". Mais bien entendu, AMADA revint très rapidement aux vieilles méthodes plus traditionnelles de l'encadrement bourgeois des prolétaires --l'entrisme syndical, le légalisme, le parlementarisme...-- incapable de promouvoir à long terme des méthodes singeant les méthodes de classe pour développer une politique bourgeoise.

(3) Il est à souligner que dans son journal "Internationalisme" n° 75, le C.C.I prend une juste position de classe : "C'est sans hésitations que le C.C.I défend le G.C.I dans cette campagne crapuleuse des gauchistes. Pourtant nous avons de nombreuses divergences avec ce groupe (...)". Puissent ces déclarations se transformer en actes et se traduire sur le terrain de la lutte.

Brésil

Luttes ouvrières dans un des centres du capitalisme

Il y a quelques mois, la bourgeoisie s'est efforcée de passer sous silence et d'étouffer d'importantes luttes ouvrières en Bolivie, en menant une campagne de propagande sur l'arrivée au gouvernement des partis de gauche. Mais aujourd'hui, plus aucun changement de gouvernement, plus aucune réforme de l'Etat ne peut servir de paravent pour cacher la réémergence des luttes prolétariennes dans toute l'Amérique latine. Un mois après la victoire électorale de la gauche dans d'importantes provinces du Brésil, d'importantes et violentes manifestations ouvrières viennent démentir leurs promesses d'amélioration de la situation.

Depuis plusieurs mois, dans plusieurs grandes villes, Sao Paulo, Rio de Janeiro, ... les ouvriers et chômeurs qui n'arrivent plus à payer leur loyer et que les bourgeois jettent sur le pavé, occupent des centaines de propriétés délaissées. Dans les Etats du Nord-Est, on ne dénombre plus les pillages de magasins d'alimentation et d'entrepôts par des ouvriers agricoles. Dans le courant du mois de mars, les entreprises de transport de Sao Paulo qui voulaient augmenter les tarifs et réduire le nombre d'autobus ont dû céder face à la détermination des manifestants ouvriers; plusieurs véhicules furent incendiés. Enfin, au début du mois d'avril, toujours à Sao Paulo, des manifestations contre le chômage et la misère se sont généralisées pendant plusieurs jours et ont donné lieu à des pillages organisés: des centaines de manifestants se regroupaient pour investir en force les magasins et se servir gratuitement. Le mardi 5 avril, les manifestants révoltés par les centaines d'arrestations et la répression meurtrière des forces de l'ordre (un mort et des centaines de blessés par balles) se sont même attaqués au palais du gouverneur socialiste, alors que de nouveaux pillages et des heurts avec les flics se poursuivaient durant tout l'après-midi.

Nous insistons sur ces événements qui, une fois de plus, montrent l'importance des luttes ouvrières dans cette région du monde et détruisent les mensonges de l'idéologie bourgeoise sur les pays dits sous-développés. En effet, Sao Paulo, avec ses 8,5 millions d'habitants, est une des plus grandes villes du monde, mais en particulier, elle est aussi une des plus grandes concentrations industrielles qui existent, avec ses usines sidérurgiques, chimiques, textiles et automobiles. Là-bas comme ici, la survie du capital impose aux prolétaires des baisses de salaires, des licenciements massifs, des cadences plus élevées, de plus en plus de sacrifices et d'austérité. C'est au coeur d'une zone de concentration de capitaux que les prolétaires se sont révoltés, c'est, forcés par la misère du capitalisme, que les chômeurs ont pillé les magasins.

La bourgeoisie présente toujours la misère et les révoltes des prolétaires d'Amérique latine comme le produit d'"abus de pouvoir" ou d'"excès" des dictatures fascistes, ... En "opposition" à ces gouvernements, les socialistes, les staliniens et les gauchistes se sont faits les plus ardents défenseurs des guerres de libération nationale et de leurs tâches démocratiques. Ce que ces crapules cachent derrière leurs discours progressistes, c'est comment ces forces démocratiques, comme leurs partis frères au Brésil, au Chili, en Argentine, en Bolivie, au Pérou, au Nicaragua, au Salvador, à Cuba, ... répriment elles-mêmes les grèves et manifestations ouvrières, comment elles abritent dans leurs rangs de ces officiers aux mains rouges du sang des prolétaires, comment leurs luttes de libération nationale servent à liquider les forces du prolétariat. Ainsi, les dernières manifestations dont nous faisons écho ont été réprimées par les forces de l'ordre que les nouveaux élus socialistes et démocrates chrétiens n'ont pas hésité à mettre en état d'alerte. Là-bas comme ici, les forces démocratiques ne sont que les représentants des forces répressives de l'Etat bourgeois; là-bas comme ici, les luttes ouvrières combattent l'Etat bourgeois, sa démocratie, ses militaires, ses flics, ses gouvernements !

Prolétaires, la bourgeoisie utilise des milliers d'intellectuels, d'universitaires, de journalistes, ... pour produire ses discours, ses mensonges sur les soi-disant problèmes des "peuples du tiers-monde", grâce auxquels elle essaie de nous faire croire aux soi-disant privilèges des "démocraties occidentales" ! Mais la bourgeoisie mondiale ne cesse aussi de produire son propre fossoyeur: le prolétariat international aux intérêts mondiaux et uniques.

Entre les tonnes de paperasserie, les discours fumeux et la réalité dévoilée par les luttes des prolétaires d'Amérique latine, on ne peut hésiter à choisir. Les premiers ne servent qu'à nous endormir et nourrir la passivité, l'indifférence, vis-à-vis de luttes qui ne nous concerneraient pas (puisque selon ses idéologues, nous avons la chance d'être exploités dans un Etat démocratique "développé"). La seconde ne peut que conforter notre détermination à agir, à nous solidariser en menant la lutte ici, en utilisant les mêmes méthodes de classe contre la propriété privée, ses lois et ses droits, contre les sacrifices, l'austérité, la misère de cette société pourrie.

SALUT AUX LUTTES DE NOS FRERES DE CLASSE AU BRESIL !

VIVE LA GENERALISATION DES GREVES ET MANIFESTATIONS OUVRIERES PARTOUT DANS LE MONDE !

o o o

AUX LECTEURS

Camarade,

Une telle revue ne peut remplir pleinement sa tâche de guide, d'organisateur de l'action communiste, sans la participation active de ses lecteurs et sympathisants. Toute contribution matérielle, théorique, critique, ... nous est une aîde dans la construction d'un réel outil de la lutte révolutionnaire.

Utilise ces matériaux! Ils ne sont la propriété de personne, ils font partie du patrimoine, de l'expérience accumulée d'une classe qui vit, qui lutte pour supprimer sa propre condition de salariée et par là, toute division en classes, toute exploitation. Diffuse ces textes, discute-les, reproduis-les, ...

Si nos positions t'intéressent, si tu veux en discuter, travailler avec nous, prends contact avec le Groupe Communiste Internationaliste, en écrivant à l'adresse suivante, sans mention du nom du groupe: Boîte Postale 54
Bruxelles 31
B - 1060 Bruxelles
Belgique.

- - - -

Si tu veux prendre connaissance de nos approfondissements programmatiques, nous te proposons la formule d'abonnement suivante à nos revues:

Le Communiste, organe central en français du G.C.I.
(paraît trois fois l'an)
et/ou
Comunismo, organe central en espagnol du G.C.I.
(paraît trois fois l'an)
400 FB, 30 FF, 30 FS, 1000 Ptas, 10000 Las ou 10 dollars pour dix exemplaires de l'une ou l'autre revue, le double pour les deux. Les souscriptions doivent être versées au CCP 000-0386683-41 de M. Milants à 1170 Bruxelles, avec mention de la raison du versement.

- - - -

Sommaire de Le Communiste n°16

- Contre la mythologie justifiant la libération nationale (II)
- Nous soulignons
- Quelques aspects de la question du logement (I)
- Mémoire ouvrière: Manifestes extraits de Bilan sur le massacre des ouvriers de Barcelone en 1937.

Sommaire de Comunismo n°12

- De la alienacion del hombre a la comunidad humana
- Actividad humana contra trabajo
- !Ah ... las hermosas maquinas!
- Acerca de la apologia del trabajo
- Subrayamos
- Algunos aspectos de la contradiccion capitalismo/comunismo.

Lisez aussi Comunismo, organe central en portugais du G.C.I., Parti de Classe, publication du G.C.I. en France, El Boletin, supplément de Comunismo pour l' Espagne.

PETITE VISITE DERRIERE LES MENSONGES

"Mon salaire c'est ma liberté", combien de fois l'entendons-nous cette petite phrase?? Combien de fois nous plions-nous devant la toute puissance de ce qui passe pour une "vérité éternelle" ? Il est temps de réagir, de cracher sur le salariat, de refuser l'esclavage moderne, la soumission au fric et à la torture journalière à laquelle nous sommes condamnés pour nous le procurer: le travail.

Quand nous entendons "mon salaire c'est ma liberté", il nous faut le traduire par (imaginons un employeur parlant à son ouvrier): ton travail c'est ma liberté et le salaire que je te donne est la marque de ton asservissement. en d'autres termes: bosse et ferme-là !

o o o

Les divisions que la bourgeoisie a introduites au sein de l'unique classe exploitée actuelle, le prolétariat, s'effacent devant cette réalité funeste: tous les prolétaires sont égaux devant l'infernal esclavage capitaliste et son âme putride: le travail.

Le prolétariat ne peut être compris que comme une réalité unique et mondiale; tous les prolétaires, qu'ils soient "chinois" à New York, "marocains" à Bruxelles, "turcs" à Münich, etc. sont violemment contraints d'aller bosser, de cracher de la valeur ou de crever. Notre unique identité c'est le travail, c'est notre exploitation systématique, c'est d'être prolétaires. Notre seule liberté, c'est de choisir notre exploiteur ! Et malheur à celui qui n'en trouve pas, car pas d'exploiteur, pas de travail, et pas de travail, pas de salaire ! Pourquoi ne pas trouver d'exploiteur ? Non pas parce que nous sommes des paresseux mais parce que si, de l'achat de notre force de travail, le capitaliste ne peut pas retirer de survaleur, moteur du développement du capital, il ne lui serait pas rentable de nous faire travailler. Les prolétaires sont ainsi divisés, selon les besoins du capital, entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. Tout en contraignant une masse sans cesse croissante de la population à vendre sa force de travail, à devenir prolétaire, le capital condamne toute une partie de ces prolétaires à croupir dans l'attente de trouver acheteur.

En échange de cette force de travail qui produit toute la richesse du monde, que reçoit le prolétaire ? Une vie agréable ? Des espaces adaptés à la vie ? La possibilité de se réaliser en tant qu'être humain ? Non. En échange de son labeur harassant, de l'usure de sa force de travail, le prolétaire reçoit un salaire. Le mot est lâché ! Courbez-vous, fidèles, devant la carotte qui fait courir l'humanité: le salaire, la paie, le fric !

A quoi sert-il ce salaire ? Est-ce une récompense ? Une juste rétribution de cette richesse créée par le prolétariat ? Est-ce qu'il serait à l'ouvrier ce qu'il a produit restitué en argent ? NON. Sa fonction, son unique fonction est la reconstitution de la frrce de travail !! Celui qui reçoit un salaire le dépensera nécessairement en nourriture, vêtements, logement, distractions, ... pour être en forme pour reprendre le travail ! Celui qui n'en reçoit pas, c'est parce qu'il devient inutile pour le capital.

C'est partout dans le monde que le salaire correspond à la constitution de la force de travail, même si les besoins varient évidemment d'une région à l'autre en fonction et des coûts d'entretien, de la possibilité ou non de survivre et donc de maintenir sa force de travail à moindre frais (dans certains pays les chômeurs peuvent cultiver un petit lopin de terre à leur usage, forme de salaire déguisé, il n'est pas nécessaire de se chauffer, ...) et des traditions de lutte (l'absence de lutte a fait que dans certaines zones, les salaires sont restés très bas).

Prenons l'exemple du prolétaire ouvrier industriel dont la bourgeoisie fait tant l'apologie. (Mais gardons à l'esprit que la grande majorité des prolétaires a juste de quoi ne pas mourir de faim ou de maladie, et encore !) Que lui reste-t-il en fin de mois quand il a payé toutes ses traites, remboursé tous ses emprunts, fait tous ses achats et rempli d'essence le réservoir de sa voiture ? Rien ! Que dalle ! Des clous ! Il peut retourner un mois de plus au chagrin et ainsi, de fin de mois en fin de mois, jusqu'à la retraite, l'accident de travail ou la guerre, ... il ne lui reste que la possiblité de se décider à briser ce cycle dément, à faire la révolution.

Le prolétaire ne reçoit donc en échange de sa marchandise force de travail, qu'un ensemble d'autres marchandises (vêtements, logement, nourriture, ...) qui lui permet de reconstituer sa force de travail. Le prolétaire n'est donc pas payé pour le travail qu'il a produit mais pour le temps de travail qu'il fournit. Pendant ce laps de temps, le patron lui fait toujours produire une quantité de valeur largement supérieure à la valeur de sa force de travail. La différence entre les deux, c'est la survaleur que le capitalisme tente d'accroître au maximum, en augmentant l'intensité de travail, en diminuant les salaires, etc. La production de survaleur, c'est là le seul but de la production capitaliste.

Le prolétaire ne cherche donc pas un travail d'après sa qualité (ils sont tous chiants, aliénants) mais pour "gagner sa vie", "pourvu que ça paie". Vie d'esclave, vie de merde, sous-vie, gagner cette vie là n'est pas une sinécure; cette non-vie appartient au capital et se nourrit de la vie de chaque prolétaire. Le prolétaire perd sa vie à la gagner. A bas la vie ... du capital !

o o o

"Les chômeurs sont payés à ne rien faire" disent certains ânes (1). C'est faux, les chômeurs ont une fonction précise dans la société capitaliste: ils constituent l'armée industrielle de réserve qui entre et sort de la production au gré des intérêts du capital et qui, accentuant la concurrence que les prolétaires se font entre eux, fait pression sur les salaires. Mais, malgré leur utilité, dès que la crise se fait trop violemment sentir, ils deviennent un poids mort pour les acharnés du surprofit, ils deviennent non rentables pour le capital.

Le capital donne aussi à certains moments et à certaines couches de chômeurs (notamment pour empêcher qu'ils se révoltent); un salaire.

Il n'y a aucune différence de nature entre le salaire du travailleur et l'allocation du chômeur. L'un comme l'autre représente les marchandises nécessaires pour reconstituer la force de travail. Tant que ces chômeurs restent potentiellement productifs, tant que la pression qu'ils exercent sur les salaires est plus importante que leurs allocations et tant que le capital peut se permettre d'acheter la paix sociale, ils recevront un salaire. Mais dès que le capital doit serrer la vis, il est certain que ce sont ces salaires-là qui tombent les premiers. C'est ce qui se passe actuellement.

Le capitaliste tente évidemment de réduire le plus possible les salaires pour augmenter son taux de profit. Il ronge la vie même des prolétaires. Il n'a de cesse d'imposer ce qu'il appelle "le minimum vital" et qui signifie en fait toujours le moins possible et bien souvent rien du tout, mais de telle façon que si le capital en a besoin, l'ouvrier puisse immédiatement servir ses buts inhumains. Le prolétaire doit donc continuellement se battre pour que son salaire de misère ne soit pas encore restreint. C'est pourquoi exiger plus de fric c'est lutter contre l'exploitation capitaliste, contre le salariat, parce que c'est s'attaquer au moteur du capitalisme: la production de survaleur.

o o o

Tous les prolétaires n'ont pas droit aux allocations de chômage: dans les zones de désertification de capitaux (mais qui n'en sont pas moins capitalistes), les chômeurs meurent de faim et de maladie quand ils ne servent pas de chair à canon des guerres impérialistes. La bourgeoisie organise leur massacre !

Le prolétaire qui reçoit un salaire doit s'attendre à ce que celui-ci disparaisse du jour au lendemain si les impératifs du capital l'exigent, aussi vrai que la santé du capital passe nettement avant la santé des prolétaires. Les hopitaux ne sont-ils pas fermés parce que non rentables ?

CONCLUSION

Le salariat ôte au prolétariat la possibilité de jouir de l'immense richesse sociale qu'il a lui-même créée. Il y a démesure gigantesque (et qui va s'accentuant) entre cette richesse et la condition faite à ceux qui la produisent.

Le système du salariat, malgré toutes les façons dont la bourgeoisie essaie de l'enjoliver, représente l'exploitation la plus totale, la plus achevée d'une classe par l'autre. Jamais auparavant, les divers modes de production qu'a connus l'humanité n'avaient fait autant d'efforts pour camoufler leur domination. Il est vrai que jamais auparavant l'exploitation n'avait atteint ce degré d'horreur et de folie.

Le communisme détruira le salariat, la production de valeur. Tout en développant la production de richesses sociales qui répondra enfin aux besoins humains, il détruira l'asservissement au travail en détruisant le travail lui-même. Il ne reste qu'à faire la révolution !

o o o

(1) Lisez à ce sujet nos nombreux articles sur la question du chômage.

Travail à temps partiel : PRODUIRE PLUS ET PLUS VITE

Le Capital doit perpétuellement se valoriser. Pour cela il doit toujours augmenter sa productivité en transformant et en utilisant au maximum de leur rendement ses forces productives. Sa force productive principale étant le prolétariat, celui-ci doit à tout moment s'adapter aux besoins de la machine capitaliste. Pour cela la bourgeoisie invente toute une panoplie de réformes. D'un commun accord, la gauche et la droite veulent "aménager notre temps de travail", prétendant résorber le chômage. Ces réformes se matérialisent par : la généralisation des contrats à durée limitée et salaire réduit, du travail précaire.
Tous ces aménagements du temps de travail, toutes ces tentatives de remise au travail des chômeurs ne sont sûrement pas, comme la bourgeoisie veut nous le faire croire (syndicats en tête), des solutions aux crises capitalistes et encore moins la volonté d'instaurer une société des temps libres. En agissant ainsi, les bourgeois visent uniquement à mieux gérer et renforcer notre exploitation. La presse bourgeoise admet elle-même que le travail à temps partiel sert à nous faire suer encore plus :

> "... la productivité de leur entreprise est sensiblement plus élevée quand deux travailleurs à 4 heures par jour "font du meilleur travail" qu'un seul travailleur qui doit terminer ses 8 heures par jour" (Le Soir du 24/03/83)

De plus, cela permet de supprimer les pauses, de mieux chasser les temps morts. Le travail à temps partiel permet donc d'encore intensifier le travail.

Il permet aussi de renforcer la mobilité de la force de travail. Nos exploiteurs ne s'en cachent pas, leurs buts sont d'utiliser la main-d'oeuvre quand ils en ont besoin, là où ils en ont besoin, le temps qu'ils en ont besoin pour ensuite s'en débarrasser sans problème.

> "... le temps partiel représentait une source presque inépuisable d'avantages : celui d'avoir sous la main une réserve de personnel immédiatement disponible et opérationnelle, et celui d'acquérir, où et quand elles (les entreprises) le désiraient, une main-d'oeuvre très bon marché, peu encombrante,... et très facile à éliminer une fois la problème commercial résolu".
> (Le Soir du 23/03/83)

Le travail à temps partiel touche essentiellement ce que les crapules réformistes appellent les salaires d'appoint, c'est-à-dire le deuxième salaire du ménage. En général il s'agit du travail des femmes. Tant pis pour ceux ou celles qui n'ont trouvé qu'un mi-temps et qui ne sont pas des salaires "d'appoints". Ceux-ci devront se tourner vers le travail en noir avec tout ce que cela comporte. Le travail des femmes (comme celui des immigrés) a été généralisé par le capital à un

moment où il en avait besoin, aujourd'hui il s'en sert à moitié, demain il le supprimera tout à fait.

Le système du travail à temps partiel se révèle très utile aussi en ce qui concerne le travail en continu (24h/24). On sait que la courbe de productivité baisse nettement lors du travail de nuit. En effet, des ouvriers bossant 8h la nuit doivent fournir plus d'énergie que des ouvriers faisant le même boulot pendant 8h mais le jour. Le rythme du travail de nuit est donc inférieur à celui de jour. La lutte contre la fatigue est plus dure, le renversement du cycle de vie entraîne souvent toute une série de maladies telles que les ulcères d'estomac, maladies nerveuses, troubles du sommeil,...
Le temps partiel permet au capitaliste de doubler ou tripler les équipes de travail et ainsi de rattraper cette baisse de productivité en diminuant le nombre d'heures de travail par ouvrier tout en augmentant l'intensité de son travail, il lui permet de mieux rentabiliser le temps de travail. (Le temps partiel servira aussi à allonger les heures d'ouvertures des banques, des services publics,... Déjà dans beaucoup d'entreprises, les magasins, les écoles,... on n'engage plus qu'à mi-temps.)

Pour mieux nous faire avaler le système de travail à temps partiel, les gestionnaires du capital, réformistes de tous bords, veulent nous faire croire aux "bienfaits d'une société des temps libres" où il nous serait possible de choisir le travail qui nous convient, nous permettant d'avoir du temps à soi,... Tout d'abord travailler n'a jamais été et ne sera jamais un choix, que se soit à plein, 3/4, 1/2, 1/4... temps. Le seul choix que nous laisse le capital c'est le droit de travailler ou le droit de crever.

De plus, les loisirs, le temps dit libre ne nous appartient pas. Le temps où nous ne sommes pas en train de crever dans les bagnes de travail nous le passons à reconstituer notre force de travail, à faire et à élever des enfants (futurs esclaves salariés). Ce temps dit libre nous le passons dans les trains, dans les trams,... pour aller et revenir du boulot. C'est à consommer du capital (football,télévision, concerts,...) que nous le passons. C'est à faire des files dans les magasins, syndicats, banques,... que nous le perdons. Ce que les bourgeois appellent temps libre n'est que le temps de rentabiliser le capital.

Pour mieux appâter les adhésions "volontaires" au travail à temps partiel, l'Etat va jusqu'à organiser toute une série "d'avantages" sociaux, il aménage sa sécurité sociale en prolongeant le droit au chômage pour les ouvriers à temps partiel (avec un maximum de 5 ans).

Ce développement du travail à temps partiel vient compléter la généralisation du travail précaire, dont la mise au travail des jeunes chômeurs par le biais des stages OMEn, des contrats CST, CMT, du travail intérimaire et du 3ieme circuit. Ces nouveaux statuts ont été créés pour 1) instaurer des barèmes encore plus bas dans l'échelle des salaires.
2) intensifier le travail de cette main-d'oeuvre.
En effet, si ces ouvriers se montrent consciencieux, s'ils sont obéissants, et surtout s'ils font de l'excès de zèle, ils ont une chance d'être engagés "définitivement".

Mais, vu que cette promesse n'est quasiment jamais tenue, que les pertes d'emploi se chiffrent par dizaines de milliers, la bourgeoisie entérine le fait qu'il n'existe plus de "sécurité d'emploi" par le développement du travail à temps partiel renforçant ainsi son arsenal de mesures anti-ouvrières.

Pour cautionner sa politique, la bourgeoisie oblige les jeunes

chômeurs à accepter ce type de contrats qui n'en font que des chômeurs en sursis, ce qui a pour effet de faire baisser les statistiques de chômage. "Grande victoire ouvrière" diraient les syndicats !

Un deuxième exemple de politique de réforme du capital c'est la tentative de la bourgeoisie d'instaurer les "réductions" du temps de travail (1). Réforme indispensable pour nos exploiteurs. En effet, "réduction" du temps de travail est toujours synonyme sous le capital de réductions de salaires et d'augmentations de l'intensité du travail, c'est-à-dire, de renforcement de l'exploitation des prolétaires. Il s'agit de salaire réduit puisque chaque ouvrier fonctionne au régime du salaire-horaire c'est-à-dire qu'il est payé suivant les heures qu'il preste. Si on lui supprime ne serait-ce qu'une heure de son horaire, on lui réduit automatiquement son salaire. En prime, ces "réductions" du temps de travail sont accompagnées d'augmentations de l'intensité du travail.

Pour le capital, notre force de travail n'est qu'une marchandise capable de produire de la valeur. Mais, en même temps que le capital développe le prolétariat pour accroître sa valorisation, il tend à réduire l'importance de la force de travail des prolétaires. Il accroît le prolétariat en nombre absolu, mais réduit son importance en ne lui laissant progressivement qu'un rôle secondaire. Tant que le capital prospère, il résout le problème par son propre développement et inclut assez facilement les prolétaires rendus inutiles (par sa modernisation) dans les nouvelles entreprises qu'il crée continuellement. Mais lorsque la crise de surproduction surgit et que l'économie tourne au ralenti, c'est le chômage. Le capitalisme continue alors à développer le prolétariat tout en en rendant une masse croissant de prolétaires excédentaires. Une partie d'entre eux n'a d'intérêt pour lui que dans la mesure où ils servent d'armée industrielle de réserve pour faire pression sur les salaires, où ils sont encore nécessaires à sa valorisation. Les autres sont des inutiles pour lui et il ne leur réserve que l'extermination pure et simple.

C'est dans ce cadre-là qu'il faut comprendre la généralisation du travail précaire aujourd'hui, non pas comme une lutte contre le chômage mais comme une adaptation ("un aménagement" !) de la force de travail aux besoins de valorisation du capital. Pour le capital, les chômeurs qui ne peuvent pas rentrer dans ces circuits-là sont condamnés.

CONTRE TOUT "AMENAGEMENT" DE NOTRE TEMPS DE TRAVAIL.

POUR LA DESTRUCTION DU TRAVAIL SALARIE !

* * *

(1) "Quelles réductions du temps de travail ? le Communiste n°14.

Au noir ou déclaré
LE TRAVAIL C'EST L'EXPLOITATION

DU TRAVAIL AU CHOMAGE !

Soumis au chantage capitaliste: bosser ou crever, la bourgeoisie fait de nous une masse de mains-d'oeuvre maléable, divisée en de nombreuses catégories aux statuts différents, chacune éduquée pour répondre à tel ou tel besoin de la production capitaliste. Ainsi, elle fait de nous tantôt un prolétaire légal, bon citoyen, papiers à l'appui, tantôt un prolétaire au noir, clandestin, sans papier. Des deux, la situation n'est guère enviable. Déclaré ou au noir, le travail est toujours cette torture infâme par laquelle le capital nous opprime toujours plus, nous exploite toujours plus. Déclaré ou illégal, le salaire que nous recevons en échange de notre force de travail ne représente que le nécessaire pour reconstituer cette force de travail, c'est-à-dire pour nous permettre de retourner bosser le lendemain. Ce qui signifie aussi que si le capital n'a plus besoin de nous, il peut à tout moment décider de ne plus entretenir notre force de travail, de nous licencier, de nous expulser, de nous supprimer tout salaire. Des files de pointage aux camps d'extermination, voilà à quoi mène la liberté de travail si chère à nos bourgeois!

DU CHOMAGE AU TRAVAIL AU NOIR !

Liberté de nous vendre au plus offrant! En période de crise, même cette liberté est plutôt réduite. Alors que la bourgeoisie se débarrasse de millions de prolétaires, nous sommes de plus en plus poussés à devoir accepter n'importe quelles conditions de travail. Sous la menace du licenciement, le travailleur encaisse les baisses de salaires, accélérations des cadences, chasses aux temps morts, ... Sous la menace de l'expulsion, le chômeur encaisse les baisses d'allocations, obligations de travailler au noir, ...

Accentuant au maximum cette concurrence, la bourgeoisie tente de nous diviser, de développer auprès de chacun de nous l'individualisme, le "chacun pour soi", afin que nous ne nous décidions pas à refuser ce chantage infernal, à nous retourner tous unis contre elle, contre tout son système d'exploitation. Non satisfaite d'avoir donné en pâture aux travailleurs la haine du chômeur, et aux chômeurs la haine de l'immigré, la bourgeoisie relance encore un autre bouc émissaire commun à tous: le clandestin, le sans-papier, le travailleur au noir, ... "tout ce qu'il y a de plus obscur et malhonnête"!

Pour les prolétaires rejetés aux poubelles de la société et dont seule une infime minorité a droit aux allocations de chômage --salaire de misère qui n'est que le prix de la paix sociale-- il est évidemment

plus difficile si pas impossible de joindre les deux bouts. Rémunérés ou non, les chômeurs ne sont rien d'autre que des marchandises stockées qui sont obligées de se vendre à n'importe quel prix pour ne pas dépérir complètement. Et c'est souvent en désespoir de cause qu'ils vont jusqu'à accepter un emploi sous-payé, tout à fait alléatoire, travaillant dans des conditions de sécurité et d'hygiène encore pires qu'ailleurs vu qu'il n'est pas déclaré.

A QUI PROFITE LE TRAVAIL AU NOIR ?

Contrairement à ce qu'on nous chante tous les jours, le travail au noir ne profite pas aux prolétaires, mais exclusivement aux capitalistes.

L'on essaie de nous faire croire qu'en pratiquant le travail au noir, "on a bien roulé l'Etat et ses chiens de chasse de l'ONEm, qu'on détériore un peu plus la situation économique". Cela est tout à fait faux. Il ne faut pas se leurrer, tel que le prolétaire déclaré, au cours de son travail, le clandestin crée lui aussi une survaleur d'autant plus grande que le capitaliste peut faire peser sur lui un chantage plus efficace. En plus de la peur quotidienne de ne plus pouvoir subvenir à ses besoins, le travailleur au noir est aussi menacé de se faire prendre par le fisc. Menaces permanentes de licenciement et dénonciations mercantiles obligent le prolétaire clandestin à se vendre à très forte concurrence, au plus bas prix, ...

Extorquer encore plus de profit du travail de ces prolétaires tenaillés par l'insécurité, voilà l'avantage que seuls les capitalistes tirent du travail au noir. Tant et si bien que des secteurs entiers du capital vivent de cette forme de travail salarié.

Prenons ne fût-ce que l'exemple des quelques 70 millions d'enfants qui travaillent dans le monde entier! Dans certains cas ces enfants sont vendus et condamnés aux travaux forcés pour des contrats annuels ou à vie, chez des particuliers, dans des usines, dans des exploitations agricoles ou encore dans des maisons de prostitution, accomplissant des travaux lourds, de longues heures durant et dans des conditions insupportables. Deux millions de ces enfants vivent dans les pays dits industrialisés. Les Etats-Unis eux-mêmes reconnaissent qu'il s'agit là d'une main-d'oeuvre extrêmement bon marché!

Autre exemple. Dans l'industrie de la chaussure à Naples, les investissements ont augmenté de 400% entre 1960 et 75 alors que l'emploi, lui, déclinait officiellement, déclin en fait compensé par le développement du travail clandestin. Se cache ainsi à Naples tout un circuit industriel. Des phases entières du processus de production qui étaient réalisées en usines sont décentrées dans des maisons de la ville. Des quartiers entiers sont devenus des ateliers extérieurs aux entreprises légales. Pour la seule production de gants de peau, les 200 entreprises existantes emploient presque exclusivement des travailleurs à domicile (entre 7 et 8000) qui sont à l'origine de 85% de la production nationale quasi entièrement destinée à l'étranger.

Le travail au noir n'est donc pas une forme parasite qui entrave le bon fonctionnement de la société capitaliste, au contraire, il n'est qu'une forme que prend le travail salarié par lequel le capital asservit la planète entière à sa propre valorisation.

DISCRIMINATION ET REPRESSION

Mais, pour se donner bonne conscience, la bourgeoisie va étendre son hypocrisie jusqu'à relancer la chasse au travail au noir, le quali-

fiant de véritable vol et, plaidant que ce travail pourrait être attribué à un chômeur, elle voudrait nous faire croire qu'elle lutte contre le chômage.

Proclamant le "partage égal du travail entre citoyens en droit de travailler", la bourgeoisie fait l'apologie de notre démocratique exploitation, du "travail" qui n'est autre que l'esclavage salarié, des "droits" qui ne font que rendre plus efficaces les divisions entre prolétaires, du "citoyen loyal" qui se sacrifie pour "redresser l'économie nationale", et, relançant sa chasse au travail au noir, elle jette au pilori les prolétaires dont la force de travail ne l'intéresse plus. Leur chasse au travail au noir ne sert en fait qu'à exclure un maximum de prolétaires du chômage et d'expulser un maximum de prolétaires immigrés hors des frontières. La carte de sécurité sociale que l'Etat voudrait instaurer en Belgique en est un bel exemple. Par ce biais, c'est un flicage général de toute la classe ouvrière que la bourgeoisie voudrait renforcer.

Cette chasse au travail au noir n'est donc qu'une magouille légalisée pour discriminer et réprimer les prolétaires dont la bourgeoisie veut se débarrasser. Parmi ces prolétaires, celui qui condense toutes ces conditions de rejet est le prolétaire qui, principalement visé par le chômage, doit presque inévitablement recourir au travail au noir. Dès lors, chasse au travail au noir, chasse au chômeur, racisme, ... tous les moyens sont bons pour attaquer celui que la bourgeoisie présente comme parasite, fraudeur, ... le prolétaire, sans travail, clandestin.

CONCLUSION ET ACTION

Nous avons vu comment du travail, les prolétaires peuvent être rejetés au chômage, comment les chômeurs, indemnisés ou non, en arrivent à vendre leur force de travail dans les circuits de travail clandestins et que, face à l'accroissement massif de l'excédent de forces de travail, la bourgeoisie ne cesse de réprimer les plus démunis parmi lesquels les immigrés sont les premiers visés. Des flics de l'ONEm à ceux des syndicats, tous cherchent d'abord à nous affaiblir en renforçant les divisions que le capital a lui-même créées pour mieux nous exploiter, entre travailleurs déclarés et non-déclarés, entre travailleurs et chômeurs, entre immigrés et belges, ... en développant l'idée qu'il n'y a pas de solution sinon de s'en tirer chacun pour soi au détriment de l'autre.

Mais il n'y a pas de solution individuelle. Laisser attaquer nos frères de classe aujourd'hui, c'est laisser le champ libre à la bourgeoisie pour nous attaquer tous le lendemain. Accepter n'importe quelles conditions de travail, les baisses de salaires, les augmentations du rythme de travail, ... c'est laisser les licenciements, les expulsions et autres répressions s'abattre sur toute la classe ouvrière.

Le premier obstacle à abattre, c'est cette division. Seule l'unité dans la lutte contre toutes les attaques de la bourgeoisie peut nous sortir du chantage infernal du capital: crever au boulot ou crever faute de boulot. La réelle alternative est lutter ou crever. Lutter contre l'individualisme, pour la solidarité de classe. Lutter pour la destruction totale de toute exploitation, de tout travail salarié, qu'il soit légal ou clandestin.

o o o

CAMARADE PROLETAIRE "IMMIGRE",

Hier, la bourgeoisie t'invitait à respirer l'air de ses usines, elle te faisait visiter le fond de ses mines, elle te permettait même de travailler la nuit !

Aujourd'hui, c'est la crise. Dans le monde entier la bourgeoisie diminue les salaires de toute la classe ouvrière. Elle s'en prend particulièrement aux ouvriers "immigrés"

1° parce que c'est une catégorie facilement reconnaissable, ce qui lui permet de renforcer les divisions dans la classe;
2° parce qu'elle peut non seulement baisser leurs salaires, les licencier, mais aussi, les expulser du pays pour éviter de devoir leur payer des allocations de chômage.
Pour cela, tous les moyens sont bons:
administratifs: limitation des permis de séjour et de travail, bouclage des frontières, refus d'inscription dans les communes;
physiques: répression policière, attentats des milices fascistes, ...

Face à toutes ces mesures, la classe ouvrière commence à exprimer son ras-le-bol! La bourgeoisie, par l'intermédiaire du front belgo-immigré, des syndicats, des gauchistes, des curés, des imams, des fronts antifascistes, etc. essaie d'encadrer notre lutte dans le cadre d'une "lutte" spécifique des "immigrés" pour la conquête de droits égaux, et ce, uniquement pour la briser.

MAIS NOUS NE LUTTONS PAS POUR UN DROIT EGAL A L'EXPLOITATION. NOUS LUTTONS CONTRE L'EXPLOITATION DE TOUS LES PROLETAIRES, "BELGES" OU "IMMIGRES".

La lutte spécifique des "immigrés" ne sert qu'à créer des divisions dans notre classe puisque les ouvriers "belges" ne lutteront pas pour des droits qu'ils ont déjà, qui n'empêchent ni les baisses de salaires ni les licenciements ni la répression terroriste de toute lutte et qui servent juste à nous séparer et à nous soumettre aux lois de la bourgeoisie. Après avoir renforcé ces divisions, le front belgo-immigré, les gauchistes et autres appellent l'ouvrier "belge" à avoir pitié du "pauvre travailleur immigré".

MAIS, POUR EMPECHER LES BAISSES DE SALAIRES, LES LICENCIEMENTS, LA REPRESSION POLICIERE, LES EXPULSIONS, LES REFOULEMENTS, LES AGRESSIONS FASCISTES, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE PITIE ET DE CHARITE, MAIS DE NOTRE FORCE DE CLASSE ORGANISEE AU-DESSUS DE TOUTES LES DIVISIONS.

En dehors de tout l'encadrement de la bourgeoisie:

- protégeons par notre force de classe tous les prolétaires que la bourgeoisie essaie de réprimer QUELLE QUE SOIT LA COULEUR DE LEUR PEAU OU DE LEUR CARTE D'IDENTITE
- organisons-nous pour lutter contre l'exploiteur commun aux prolétaires "belges" et "immigrés": la bourgeoisie mondiale
- refusons tout sacrifice, tout licenciement, toute expulsion, luttons contre toute mesure d'austérité, sans faire de concession
- faisons grève, sabotons le travail, soutenons les grèves des autres ouvriers
- défendons-nous contre les flics et les milices fascistes.

.../...

CAMARADE PROLETAIRE "BELGE",

Tu n'es pas belge, tu es prolétaire. En te donnant le statut de citoyen la bourgeoisie essaie de te faire croire que tu jouis de droits et de privilèges. Effectivement, tu as le privilège de te faire exploiter et le droit de fermer ta gueule.

La force de la bourgeoisie c'est notre division. Pour nous empêcher de lutter, la bourgeoisie a créé différentes catégories. Elle essaie aujourd'hui de nous faire croire que la crise est de la faute de certaines de ces catégories: les chômeurs, les "immigrés", ...

MAIS CES CATEGORIES, TOUT COMME LE RESTE DE LA CLASSE OUVRIERE, N'ONT JAMAIS FAIT QUE CRACHER DE LA VALEUR POUR LE PLUS GRAND BIEN DU CAPITAL.

C'est ce système, le système pourri des bourgeois qui produit la crise et tous les ouvriers "belges" ou "immigrés" qui en subissent les effets: diminutions des salaires et allocations, licenciements et en conclusion logique pour les "immigrés", les expulsions, ... En répandant ses saloperies, la bourgeoisie essaie de nous séparer pour nous battre catégorie par catégorie.

LA REPRESSION D'UNE PARTIE DE LA CLASSE OUVRIERE EST UNE DEFAITE POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

parce que nous nous serons soumis à la bourgeoisie, parce que nous aurons accepté ses divisions. Si aujourd'hui tu laisses les prolétaires "étrangers" se faire ratonner, licencier, expulser, assassiner, tu prépares ton propre licenciement, ta propre ratonnade, ton propre assassinat

Défendons de manière intransigeante, notre intérêt exclusif de classe en tenant compte des divisions, non pour les renforcer, MAIS POUR LES DETRUIRE.

En dehors de tout encadrement bourgeois:

- protégeons par notre force de classe tous les prolétaires que la bourgeoisie essaie de réprimer QUELLE QUE SOIT LA COULEUR DE LEUR PEAU OU DE LEUR CARTE D'IDENTITE
- organisons-nous pour lutter contre l'exploiteur commun aux prolétaires "belges" et "immigrés": la bourgeoisie mondiale
- refusons tout sacrifice, tout licenciement, toute expulsion, luttons contre toute mesure d'austérité, sans faire de concession
- faisons grève, sabotons le travail, soutenons les grèves des autres ouvriers
- défendons-nous contre les flics et les milices fascistes.

G R O U P E C O M M U N I S T E I N T E R N A T I O N A L I S T E

Adresse de contact:

B.P. 54
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

Lisez aussi notre presse: Le Communiste, Comunismo, Action Communiste, Parti de Classe, El Boletino, ...

Ed. resp. - M. Alvarez, rue des Phlox 8, 1170 Bruxelles.